

sens. L'élection d'un jeune homme appartenant à la minorité acadienne, comme premier ministre de la province, ne prouve pas nécessairement d'une manière décisive que nous vivons dans un paradis bilingue au Canada, mais indique clairement que nous avons fait de grands progrès vers l'unité nationale.

Une source de friction dans les endroits au Canada où les Canadiens des deux langues se rencontrent tous les jours est que les bilingues sont en général des Canadiens de langue française qui parlent les deux langues. Cela peut tenir en partie au fait que nombre d'anglophones n'ont pas appris le français assez tôt à l'école, ou pas d'une façon pratique, ou même, dans certains cas, qu'ils ne l'aient pas appris du tout. Peut-être manquait-on de professeurs de français. Mais il ne s'agit pas tellement de répartir le blâme. L'important, c'est de trouver une solution.

Tout le monde le sait, c'est en bas âge qu'une langue seconde s'apprend le mieux. On ne tarde pas à enseigner plusieurs langues à l'écolier européen, qui les parle ensuite couramment jusqu'à la fin de ses jours. Dans ma ville de Campbellton, on a lancé l'idée d'enseigner le français aux enfants de langue anglaise dès le début du cours élémentaire, et la population est d'accord.

Permettez-moi de citer des extraits d'un éditorial paru en première page du *Graphic* de Campbellton en date du 11 février 1965, à l'appui de la proposition.

Le programme de français prévu pour les classes anglaises des écoles primaires de cette province s'inspire d'une mentalité victorienne, et il a lamentablement échoué, car les élèves anglophones n'ont pas appris à parler et à écrire le français.

Les linguistes s'accordent à dire que c'est aux très jeunes enfants qu'il faut enseigner les langues. Ils estiment en outre que l'essentiel, c'est d'apprendre aux enfants à s'exprimer dans une autre langue et que l'étude de la grammaire peut être remise à plus tard.

Peut-être n'a-t-il jamais été aussi important de pouvoir parler français. Depuis longtemps, nos amis francophones nous disent que si nous pouvions parler leur langue nous comprendrions leur culture, et que ce rapprochement ferait du Canada un pays vraiment uni. Nul doute que nos concitoyens de langue française appuieront fortement notre proposition visant au bilinguisme.

Je suis très heureux de féliciter le *Graphic* et les citoyens de ma collectivité de cette entreprise progressiste. Si le même programme était mis en œuvre partout au Canada, et surtout dans les régions où des Canadiens des deux cultures vivent ensemble, la prochaine génération serait bien mieux préparée que nous à s'attaquer à nos problèmes communs. Si nous aimons notre pays et nos enfants, il est temps de nous décider.

[M. Dubé.]

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, je veux tout d'abord féliciter monsieur l'Orateur de la Chambre des communes et vous-même de l'honneur qui vous a été fait. Je m'unis aux nombreux autres députés qui l'ont déjà fait pour féliciter aussi les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Ils se sont acquittés admirablement de leurs fonctions et je suis bien placé pour les comprendre, moi qui, pour la deuxième fois, dois prononcer un premier discours. Ils s'en sont très bien tirés et je les en félicite chaleureusement. J'aimerais aujourd'hui parler tout d'abord de notre économie en général et ensuite énumérer certaines choses dont le comté que j'ai l'honneur de représenter a un urgent besoin.

Deux choses peuvent nuire gravement au progrès économique d'un pays: d'abord, des dépenses à l'extérieur dépassant de beaucoup ses recettes d'outre-frontière; ensuite le resserrement du crédit. Notre pays se trouve aujourd'hui dans ces deux situations.

Jadis, le Canada a équilibré les déficits modérés de ses comptes extérieurs en attirant de l'étranger des capitaux de placement très élevés. Mais lorsque le déséquilibre devient excessif, les grands moyens s'imposent. Le moment de les prendre est venu.

Au cours des neuf premiers mois de 1965, d'après les dernières statistiques mises à notre disposition, le Canada a déboursé 754 millions de dollars de plus qu'il n'a reçu, contre 272 millions de déficit pour la période correspondante de 1964, soit le tiers du déficit accusé l'an dernier au cours des neuf premiers mois. Lorsque nous aurons les chiffres pour l'année entière, vers la mi-mars, nous pouvons nous attendre qu'à cette allure nous aurons dépensé à l'étranger, en 1965, environ un milliard de dollars de plus que ne l'auront fait au Canada les pays étrangers. Si l'accélération marquée entre 1964 et 1965 continue, nous pouvons facilement prévoir pour la fin de l'année en cours un déficit de deux milliards de dollars. De toute évidence, la situation est vraiment critique; il faut agir immédiatement.

Un moyen de remédier à ce grave déséquilibre serait d'augmenter nos exportations de denrées. Devant une situation semblable, en 1960, le gouvernement dont je faisais partie a pris toutes sortes de mesures pour y remédier et je les recommande au ministre du Commerce (M. Winters), vu qu'il n'était pas à la Chambre à l'époque et n'est peut-être pas au courant des moyens que nous avons pris pour accroître considérablement nos exportations.